Les élus alsaciens vent debout contre la fusion avec Lorraine et Champagne-Ardenne

Par [Yolande Baldeweck](http://www.lefigaro.fr/politique/2014/12/17/01002-20141217ARTFIG00392-les-elus-alsaciens-vent-debout-contre-la-fusion-avec-lorraine-et-champagne-ardenne.php#auteur) – LE FIGARO 17/12/2014 à 21:29

«La fusion avec la Lorraine et Champagne-Ardenne, c'est l'événement le plus grave, pour l'Alsace, depuis la fin de la guerre», s'insurge le président du conseil régional, [Philippe Richert](http://plus.lefigaro.fr/tag/philippe-richert) (UMP), un élu connu pour sa modération, en observant que «dorénavant, l'Alsace n'aura plus d'institution politique pour la représenter». «Ceux qui veulent attenter au droit local, et notamment aux lois concordataires, n'attendent que cela», met-il en garde, en regrettant que le gouvernement ait refusé de relancer le conseil unique, qui a échoué en 2013 malgré le oui de 58% des électeurs.

Les conditions drastiques imposées par des élus UMP haut-rhinois, aujourd'hui en pointe dans le combat contre l'Alca, n'étaient pas réunies. «Il s'agit d'un processus uniquement politique qui n'a été voté par aucun parlementaire alsacien, ni de droite ni de gauche», dénonce l'ancien ministre, en relevant que les deux sénateurs et les deux députés PS se sont abstenus à chaque fois. Même le maire PS de Strasbourg, [Roland Ries](http://plus.lefigaro.fr/tag/roland-ries), «partisan de l'Alsace-Lorraine», s'est exprimé par défaut «pour l'Alsace seule»…

Longtemps, à travers ses contacts avec [Manuel Valls](http://plus.lefigaro.fr/tag/manuel-valls) et [Bernard Cazeneuve](http://plus.lefigaro.fr/tag/bernard-cazeneuve), la droite alsacienne avaient cru être en mesure de convaincre le gouvernement de relancer le conseil unique, demandé fin septembre par 96 % des élus des trois assemblées alsaciennes. Cette porte étant fermée, ils tablent sur le recours que le groupe UMP déposera mercredi matin au Conseil constitutionnel. «On ne peut pas changer le périmètre d'une collectivité, sans qu'elle ait été consultée», affirme le sénateur UMP [André Reichardt](http://plus.lefigaro.fr/tag/andre-reichardt).

Malgré leurs efforts - et leur refus de faire hurler les sirènes - les élus UMP doivent faire face aux manifestations, comme celle annoncée hier soir à Strasbourg, organisées par le parti autonomiste, marginal jusqu'à présent, Unser Land (notre pays) et par des collectifs nés sur les réseaux sociaux. À chaque fois, elles rassemblent entre 2000 et 3000 personnes agitant des drapeaux rouge et blanc, en majorité des citoyens non politisés, alors qu'une minorité lance des slogans outranciers. Rares sont les élus qui se joignent à eux. Mais tous se disent inquiets de ces mouvements qui s'apparentent aux «[bonnets rouges](http://plus.lefigaro.fr/tag/bonnets-rouges)». Et ne semblent pas sensibles au message de Philippe Richert, convaincu que «ce qu'une loi peut faire, une loi pourra le défaire en 2017…»